

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative
34 avenue du Maréchal Maunoury
41000 Blois

Parçay-meslay, le 27/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EG METAUX

Les Combes
41300 Salbris

Références : VAT20240128
Code AIOT : 0010004970

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement EG METAUX implanté ZA Nord Les Combes 41300 Salbris. L'inspection a été annoncée le 20/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EG METAUX
- ZA Nord Les Combes 41300 Salbris
- Code AIOT : 0010004970
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EG METAUX à Salbris exploite une installation de tri, transit et regroupement de déchets non-dangereux de métaux, de déchets dangereux (batteries et pots catalytiques) et d'un centre de dépollution de véhicules hors d'usage.

L'activité est réglementée par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2020 modifié par la lettre préfectorale du 3 novembre 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- NATECH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mur coupe-feu (mesures de réduction des impacts sur le milieu naturel)	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 2.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Ressources en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 7.7.3	Demande d'action corrective	2 mois
8	Bassin de confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 7.5.2 - alinéa V	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Le risque feu de forêt/végétation dans l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 7.1	Sans objet
3	Propreté et entretien du site	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 2.3.2	Sans objet
4	Intervention des services de secours	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 7.3.2	Sans objet
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 7.7.2	Sans objet
7	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage dépollués	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 8.2.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Le risque feu de forêt/végétation dans l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : 1 / Localisation du site par rapport à la proximité d'un massif forestier : L'étude de dangers du site de 2019 précise que la commune de Salbris est concernée par le feu de forêt, la commune étant implantée sur une zone à risque 1 (niveau le plus élevé), et que le feu de forêt est un risque à prendre en considération. 2 / Traitement de l'impact d'un feu de forêt sur les installations du site (agresseur externe): L'étude de dangers du site ne traite pas de l'impact d'un feu de forêt/végétation sur les installations du site (exemple : effets dominos des flux thermiques sur les installations du site, toxicité des fumées,...). 3 / Traitement de l'impact d'un incendie des installations du site sur le massif forestier (agresseur interne) : L'étude de dangers du site ne traite pas de l'impact d'un incendie des installations du site sur le massif forestier (exemple : projections d'escarbilles incandescentes ou d'étincelles en direction de la forêt). L'annexe 21 de l'étude de dangers montre que les flux thermiques (8, 5 et 3 kW/m ²) des scénarii d'incendie des installations du site ne sortent pas des limites du site ; ces scénarii sont : l'incendie de la zone de stockage des VHU en attente de dépollution, l'incendie de la zone de stockage des VHU dépollués et l'incendie de la zone de stockage des câbles . À noter que des flux thermiques touchent la limite de propriété Est (côté rue) où se situe un mur en parpaings et une haie végétale puis une rue de la zone industrielle, mais il n'y a pas de forêt de ce côté. 4 / Mesures de maîtrise des risques prises pour la gestion d'un incendie de forêt sur les installations du site et vice-versa (débroussaillage, mise en sécurité des installations, évacuation/éloignement des installations dangereuses, ..) : L'étude de dangers ne précise aucune mesure de maîtrise des risques vis-à-vis du risque de feu de forêt/végétation.

<p>L'exploitant précise ne pas avoir défini de procédure à ce sujet.</p> <p>5 /Présence de stockages combustibles, inflammables, dangereux en limite de site, possiblement exposés à des flux thermiques entrants (constats sur site) :</p> <p>L'inspection a constaté sur site la présence d'un tas de pneus (près de 200 selon l'exploitant ; le conteneur à pneus dédié était plein) et environ 20 grands tourets en bois (sur lesquels arrivent les câbles) le long du mur de clôture Ouest, près du bâtiment utilisé pour dépolluer les véhicules.</p> <p>PdC n°1 : Pas d'écart constaté. Toutefois, l'inspection formule la recommandation suivante : lors d'une prochaine mise à jour de l'étude de dangers du site, le risque de feu de forêt ou de végétation ainsi que les éventuelles mesures de maîtrise de ce risque mériteraient d'être davantage étudiés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mur coupe-feu (mesures de réduction des impacts sur le milieu naturel)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mur coupe-feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>De manière à protéger les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...] - mur coupe-feu en limite de propriété sur les côtés Ouest et Est du site ; - [...]
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un mur en parpaings en limite de propriété du site sur le côté Ouest, le long de la voie ferrée, et sur le côté Est, de part et d'autre de la maison utilisée pour les bureaux et du local utilisé pour le vestiaire et les sanitaires.</p> <p>La hauteur des murs est d'environ 1,80-1,90 mètres.</p> <p>Une partie du mur du côté Est est en train de s'effondrer sur une longueur d'environ 8 mètres (cf. photo en annexe).</p> <p>PdC n°2 : Une partie du mur de clôture du côté Est est en train de s'effondrer sur une longueur d'environ 8 mètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 3 : Propreté et entretien du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté et entretien du site
Prescription contrôlée : Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).
Constats : Concernant le risque de feu de forêt et/ou de végétation à proximité du site exploité par EG METAUX, l'inspection a constaté sur site qu'une forêt se trouve à l'Ouest du site de l'autre côté de la voie ferrée. La limite de propriété Ouest du site est composée d'un mur en parpaings d'environ 2 mètres de hauteur. Du côté voie ferrée du mur se trouvent des arbustes et broussailles, et du côté du site se trouvent également des arbustes et broussailles derrière le bâtiment de stockage des métaux précieux sur une longueur d'une quinzaine de mètres environ (cf. photo en annexe). L'inspection recommande à l'exploitant de débroussailler cette zone chaque année avant l'été afin de prévenir tout risque d'incendie de végétation. Les côtés Sud et Est du Site sont longés par une rue de la zone industrielle, et le côté Nord du site donne sur quelques arbres éparpillés qui sont situés après la zone du bassin de confinement des eaux polluées en cas d'accident. PdC n°3 : Pas d'écart constaté. Toutefois, l'inspection recommande à l'exploitant de débroussailler les abords du site côté voie ferrée avant chaque été afin de prévenir tout risque d'incendie de végétation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Intervention des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des engins
Prescription contrôlée : Article 7.3.2.1. : Accessibilité L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 7.3.2.2. : Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Les voies « engins » permettant l'accessibilité au site et aux différentes installations respectent les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile (bandes de stationnement exclues) est au minimum de 3 mètres,
- la hauteur libre est au minimum de 4,5 mètres,
- la pente est inférieure à 15%,
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie engin et les accès à l'installation, ou les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes.

Constats :

Le site dispose d'un accès principal unique aux installations.

Les îlots de stockage étant globalement situés en périphérie, les voies de circulation se situent essentiellement au centre du site.

Les voies de circulation et d'accès sont dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage, et peuvent permettre aux engins des services d'incendie d'intervenir sur le site.

PdC n°4 : Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Ressources en eau et en mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 7.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

<p>L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie au travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la présence d'un poteau incendie situé à l'entrée du site et fournissant un débit de 60 m³/h d'eau ; - de la rédaction d'une convention avec la société NEFAB afin d'encadrer l'utilisation de la réserve incendie de cette société.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose sur le site des moyens de lutte contre un incendie suivants : une réserve de sable et plusieurs extincteurs répartis sur le site.</p> <p>Aucun robinet d'incendie armé (RIA) n'est présent sur le site (à noter que la mise en place de RIA n'est pas mentionnée dans le dossier de régularisation de l'exploitant de juin 2019).</p> <p>En dehors du site, l'exploitant dispose des moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un poteau incendie public (n°163) situé à quelques mètres de l'entrée du site, au bord de la route de la zone industrielle. Ce poteau est éloigné de la forêt voisine. Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant ne disposait pas du dernier compte-rendu de vérification du poteau incendie et ne pouvait donc pas justifier de son caractère opérationnel. <p>Par courriel du 12/03/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des dernières mesures de débit des poteaux incendie de la commune de Salbris envoyés par la mairie : le document montre que la dernière vérification du poteau incendie n°163 a été effectuée le 10/10/2022 et que le débit mesuré était de 45 m³/h (< 60 m³/h).</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau d'un volume de 600 m³ (selon l'exploitant) située sur le site de la société SCI DES COMBES, située au Sud de la société NEFAB (elle-même au Sud du site EG METAUX). <p>L'inspection a consulté la convention d'utilisation de la réserve d'eau incendie de la société SCI DES COMBES signée le 04/12/2023 pour une durée de 5 ans. L'exploitant explique qu'il n'a pas signé la convention avec la société NEFAB, car celle-ci a dû retirer sa réserve incendie pour agrandir son bâtiment de production ; l'inspection a constaté qu'une réserve incendie de type bache souple était en cours d'installation sur le site NEFAB.</p> <p>PdC n°5 : Le site ne dispose pas de RIA (robinets d'incendie armés).</p> <p>Le poteau incendie public situé à proximité de l'entrée du site fournit un débit d'eau inférieur à 60 m³/h.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2mois</p>

N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p>

<p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :</p> <p>Type de matériel / Fréquence minimale de contrôle: Extincteur / Annuelle [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière vérification annuelle des extincteurs du site a été effectuée le 26/07/2023 par la société MIP FRANCE (soit il y a moins d'un an). Le rapport correspondant liste 8 extincteurs et ne mentionne aucune observation particulière.</p> <p>Par sondage, l'inspection a vérifié la vignette de contrôle de l'extincteur 6 kg poudre présent dans le bâtiment de stockage des métaux précieux : elle mentionne le mois de juillet 2023.</p> <p><u>PdC n°6</u> : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage dépollués

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 8.2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Distances d'éloignement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une fois les opérations de dépollution effectuées en totalité, les véhicules hors d'usages dépollués sont entreposés sur zone étanche. [...]</p> <p>L'emplacement de cet îlot est matérialisé au sol. L'îlot est placé à 5 mètres au minimum de toute matière combustible.</p> <p>Aucun entreposage de VHU dépollués en dehors des zones précitées n'est autorisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'îlot de stockage des véhicules hors d'usages dépollués est situé sur la partie Est du site ; il est donc éloigné de la forêt qui est située de l'autre côté de la voie ferrée à l'Ouest du site.</p>

La distance d'éloignement de 5 mètres de toute matière combustible par rapport à l'ilôt est visuellement respectée.
PdC n°7 : Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bassin de confinement des eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article 7.5.2 - alinéa V
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 200 m³ avant rejet vers le milieu naturel. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le bassin de confinement des eaux pluviales du site, permettant le confinement des eaux polluées en cas d'accident ou d'incendie, est quasiment plein. Le volume de 200 m³ prescrit n'est donc pas disponible (cf. photo en annexe).</p> <p>PdC n°8: Le volume disponible dans le bassin de confinement des eaux polluées du site est inférieur à 200 m³.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1jour